LE ROUGE GORGE NEWS
WWW.PCF-FECAMP.FR
Février 2022

Bulletin d'information PCF Fécamp

Au Sommaire

Page 2 :
- le CCAS met fin aux aides à domicile dans les villages
- un distributeur de pain sur le plateau St Jacques

Page 3 :
- des masques FFP2 pour les profs
- brèves

Page 4 :
- primaire populaire ou machine à perdre ?
- débauchages, ralliements et prises de guerre

Page 5 :
- la page de Fabien Roussel

Page 6 :
- Fabien Roussel propose une baisse de 30 centimes du prix du carburant
- légion d'honneur : une cuvée sous le signe des cadeaux

Page 7 et 8 :
- le gavage du CAC40 met les entreprises au supplice

Page 9 :
- les aspirations des classes populaires restent à gauche

Page 10 :
- revaloriser les salaires

Page 11 :
- rejoindre le PCF

REPRENDRE LE POUVOIR AUX RICHES

« Pour construire une France des jours heureux, il faut reprendre le pouvoir à la finance, aux privilégiés et mettre un terme à la corruption, à la fraude fiscale des riches » : Fabien Roussel a mis le doigt là où la France a mal.

Dans un pays aussi riche que la France, on pourrait augmenter les salaires et mettre le SMIC à 1500 € nets, le minimum retraite à 1200 €. On pourrait garantir la retraite à 60 ans avec 75 % du revenu d'activité, dans le public comme dans le privé. On pourrait créer un revenu étudiant de 850 € par mois. On pourrait mettre en place la semaine de 32 heures. On pourrait investir dans la relocalisation de la production industrielle. On pourrait passer d'une France du chômage à une France du travail. Plutôt qu'un « revenu universel » ou « un revenu issu de l'assistanat », on pourrait augmenter « le revenu issu du travail ». On pourrait reconstruire nos services publics en recrutant 500 000 nouveaux agents dont 100 000 dans nos hôpitaux. On pourrait sortir des énergies fossiles et baisser le prix des factures de gaz et d'électricité des ménages comme des entreprises, en investissant dans un mix énergétique associant nucléaire et renouvelable

Retrouver des jours heureux est possible. Mais il faut s'attaquer aux forteresses de la finance, rétablir et tripler l'ISF, faire la chasse aux niches fiscales des multinationales. La question de l'argent est au cœur de la campagne de Fabien Roussel. Jamais la France n'avait eu tant besoin de sortir du modèle de société dans lequel nous sommes enfermés aujourd'hui.

Hasard du calendrier (ou pas…), le MEDEF a présenté sa feuille de route pour l'élection le jour où Fabien Roussel présentait ses 180 propositions pour sortir la France de l'ornière actuelle. La comparaison entre ces deux projets est instructive... Le récent rapport d'OXFAM-France sur les inégalités montre qu'en 19 mois d'épidémie de covid, les ultra-riches ont gagné autant que pendant les 10 années précédentes. Et cet enrichissement a été plus marqué en France qu'ailleurs, grâce aux mesures de Macron

Lors des élections présidentielles de 2017 et 2012, les communistes avaient fait le choix de soutenir Jean-Luc Mélenchon, suscitant un espoir qui, hélas, ne s'est pas traduit par un succès et des conquêtes sociales. Aujourd'hui, chez les salariés, l'abstention est devenue le 1er parti. Le monde du travail attend un candidat qui parle de ses problèmes quotidiens, qui défend son bifteck, un candidat qui n'ait jamais baissé les bras face aux inégalités sociales et aux injustice C'est avec ce peuple que la gauche doit aujourd'hui renouer. La gauche a besoin d'une nouvelle V.O.I.E. mais aussi d'une nouvelle V.O.I.X. Dans la période actuelle un candidat communiste est indispensable et plus grand sera le nombre de voix qu'il recueillera et plus on pourra faire reculer les forces d'argent, le MEDEF et Emmanuel Macron

Le CCAS de Fécamp met fin aux aides à domicile dans les villages

Après Les Loges (cf. le Rouge-Gorge de décembre), le CCAS de Fécamp est en train de désengager ses aides à domicile de toutes les communes environnant Fécamp. A chaque fois, ce service de moins en moins « public » présidé par Mme Dominique Tessier, conseillère départementale de droite et adjointe de Mme Poussier-Winsback, annonce cette mauvaise nouvelle aux familles, contre la promesse de leur fournir une liste de prestataires privés vers qui se retourner. Sans savoir si ces prestataires pourront absorber tous les handicapés et personnes âgées en perte d'autonomie qui ont un besoin vital de ces aides pour se maintenir à domicile. Parallèlement, les services de Mme Tessier essaient d'inciter les 17 employées du CCAS qui travaillent en dehors de Fécamp à démissionner, moyennant une petite « prime à la valise ».

Le point de départ de cette politique inhumaine remonte au dernier rapport de la cour régionale des comptes, qui avait épinglé la gestion catastrophique de l'agglomération de Fécamp et la nécessité de redresser ses comptes financiers. En pareil cas, le logiciel politique de la droite est toujours le même : on liquide les services publics, on livre leurs missions au privé. Le tout sur le dos des salariées du CCAS mais aussi des usagers qui ont perdu leur autonomie, comme vient de le montrer le récent scandale des EHPAD du groupe privé ORPEA où corruption rime avec rentabilité pour les actionnaires privés...

Une autre solution, proposée par les élu-e-s communistes de Fécamp est possible : transformer le CCAS de Fécamp en un Centre Intercommunal d'Action Sociale afin de couvrir tout le territoire d'un service public essentiel, chaque commune contribuant à sa mesure à son financement.

Jouons la carte de la solidarité intercommunale plutôt que celle d'un égoïsme aveugle qui va dégrader encore un peu plus l'attractivité de notre territoire.

Un distributeur de pain pour le plateau Saint-Jacques

CÉLINE CUISNIER

Depuis de nombreuses années, le quartier du plateau Saint Jacques est le parent pauvre de Fécamp, tout particulièrement pour les services publics et la présence de commerces de proximité. Céline Cuisnier, conseillère municipale de Fécamp, a eu l'idée d'y implanter un distributeur de pain. Un dispositif analogue existe à Tourville-les-ifs, pour la plus grande satisfaction des habitants. Cécile Cuisnier a donc pris son bâton de pèlerin, a rencontré le président du syndic de copropriété des immeubles du plateau Saint Jacques, ainsi qu'un boulanger de Fécamp, qui est partant pour ravitailler ce futur distributeur de pain en miches chaudes et croustillantes. Une initiative concrète et utile, tant pour les habitants du plateau Saint Jacques que pour le commerce fécampois. Ne manque plus que le feu vert de la mairie de Fécamp

21 postes à pourvoir sur le chantier des éoliennes

Nous profitons des brèves du Rouge-Gorge pour vous signaler que EDF Energie va embaucher une quinzaine de techniciens de maintenance spécialisés dans l'éolien en 2022 et 2023 pour la base de Fécamp. Et Siemens-Gamesa recrutera six « experts dépanneurs » du parc offshore avant l'été 2022.

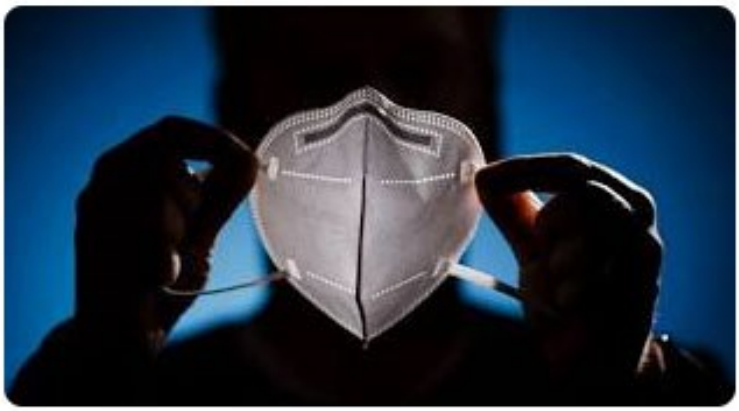
Les « oubliées du Ségur de la Santé » de l'ACOMAD obtiennent justice

Le Ségur de la Santé devait consacrer la reconnaissance gouvernementale pour les salarié-es qui ont été en 1ère ligne face au Covid. Mais, une fois les effets d'annonce passés, il y a eu beaucoup d'oubliées. Les aides à domicile de l'ACOMAD, l'une des associations fécampoises qui se dévouent pour le maintien à domicile des malades, faisaient partie de ces « oubliées du Ségur de la santé». Elles viennent d'obtenir réparation de cette injustice ! Pas trop tôt !

Vaccins : le grand n'importe quoi continue

Le 1er ministre Jean Castex a annoncé ce 20 janvier que les non-vaccinés recevraient automatiquement un Pass Vaccinal valide s'ils font leur 1ère injection avant le 15 février. Toutes celles et ceux qui se sont fait sucrer leur Pass parce qu'ils n'avaient pas fait leur 3ème dose de rappel vont apprécier !

Des FFP2 pour les profs



La promesse du ministre de l'Education Nationale de fournir des masques FFP2 aux enseignants se faisant attendre, et la mairie de Fécamp ayant décidé de ne pas en acheter, l'association « Un médecin pour chacun » a pris le taureau par les cornes et a organisé une collecte de masques pour les profs des écoles de Fécamp.

Jacques Louiset, président de l'association, est allé livrer ces masques mardi 25 janvier dans les écoles de Fécamp qui en ont fait la demande. Si des enseignants de votre école en ont également besoin, contactez-nous par mail : *pcf@pcf-fecamp.fr*

JACQUES LOUISET

Blanquer en remet une grosse couche

Très critiqué pour ses incompréhensibles consignes face au covid, le ministre de l'Education vient de voir révélées que ses directives ont été rédigées les pieds dans l'eau, depuis Ibiza, aux îles Baléares. Le ministre d'Emmanuel Macron a, depuis, encore aggravé son cas : c'est sa femme qui a été chargée d'animer un débat sur son action dans l'émission télévisée « C à vous ». On n'est jamais aussi bien servis que par soi-même… Passablement énervés, beaucoup d'enseignants lui suggèrent maintenant de retourner en vacances et d'y rester définitivement…

La facture des conseils du cabinet Mc Kinsey

Le Sénat enquête sur le rôle exact des cabinets de conseils. Le directeur associé de McKinsey France a notamment été interrogé par la sénatrice PCF Eliane Assassi, à propos d'un contrat de 496 800 euros facturé à l'Education Nationale. Réponse évasive de l'intéressé, qui a évoqué l'organisation d'un "*séminaire pour réfléchir aux grandes tendances des évolutions du secteur de l'enseignement*". C'est le même cabinet qui avait été chargé par Macron de la création d'En Marche et de la logistique de la vaccination contre le Covid

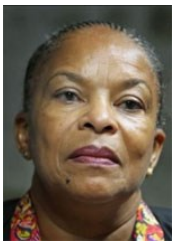
La majorité de droite du sénat refuse l'allongement du délai pour une IVG

Le projet de loi devait porter ce délai à 14 semaines. Les élus de droite, majoritaires au Sénat, ont réussi à faire rejeter ce texte en bloc, sans débat sur ses articles

Macron et le PS font élire une anti-IVG à la présidence du parlement européen

Les députés européens de Macron ont demandé au Parlement Européen de *« signer le Pacte Simone Veil, qui vise à aligner vers le haut les doits des femmes en Europe »*. En même temps, ils ont élu, en accord avec les PS, Roberta Metsola, farouche militante anti-IVG, comme présidente du parlement européen. Beurk...

« Primaire Populaire » une machine à perdre ?



La Primaire Populaire qui doit servir de rampe de lancement à Christiane Taubira, après qu'elle ait déclaré qu'elle ne serait pas une candidate de plus, soulève de plus en plus de critiques.

7 candidats seront soumis à ce sondage d'un nouveau genre : Anna Agueb-Porterie, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Pierre Larrouturou, Charlotte Marchandise, Jean-Luc Mélenchon, Christiane Taubira.

Plusieurs de ces candidats le sont malgré eux : Mélenchon et Jadot ont toujours refusé d'entrer dans un processus réduit à un concours de personnalités, sans débats de fond, qui leur apparait peu crédible à quelques semaines seulement de l'élection présidentielle. Mélenchon a demandé expressément à ce que son nom soit retiré de la liste des prétendants à cette « primaire ». Après une série de volte-faces, Hidalgo a également finalement renoncé à s'y présenter.

Autre bizarrerie : les organisateurs de cette primaire ont écarté d'emblée des candidats comme Nathalie Arthaud, Arnaud Montebourg, Philippe Poutou, Fabien Roussel.

Par contre, Christiane Taubira a été mise d'office sur la ligne de départ alors qu'elle n'était pas encore candidate à l'élection présidentielle. Les sympathies affichées pour elle par Mathilde Imer et Samuel Grzybowski, les porte-paroles de cette primaire, n'y sont sans doute pas étrangères.

Autre sujet de polémique, notamment avec la France Insoumise et les écologistes : dans une vidéo à l'intention de ses troupes, le même Samuel Grzybowski, porte-parole et directeur politique de cette « primaire » a annoncé que son objectif est de faire baisser la cote de popularité des candidats de gauche qui ne s'inscriront pas dans son dispositif et de les empêcher de recueillir les 500 parrainages requis pour avoir le droit de se présenter à l'élection présidentielle. La réaction de la France Insoumise a été particulièrement violente, la députée Danièle Obono twittant : *« Ces gens sont des voyous, littéralement. Arrogants, égocentriques, malfaisants. Sans honneur ni principes ».* Manuel Bompard, le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon s'est élevé contre le fait qu'aucun des candidats pré-sélectionnés n'a pu avoir accès au fichier des votants, la commission de contrôle de cette « primaire » ayant été dissoute par ses organisateurs.

Cerise sur ce gâteau curieux : la favorite de cette « primaire », Christiane Taubira, ne semble pas décidée à se ranger derrière un autre candidat si elle devait perdre, comme en témoigne cette réponse alambiquée à une journaliste de France Inter qui lui demandait ce qu'elle ferait si Mélenchon arrivait en tête : *« En choisissant de soutenir, j'aurais choisi de consolider ces postures de fixation où chacun est persuadé que c'est aux autres de le rejoindre, donc çà, c'est très clair ».* Pas tellement, non...

Résumons : des personnalités inscrites contre leur gré, d'autres candidats éliminés d'office par les organisateurs, une favorite qui ne se sent pas vraiment liée par le résultat de cette « primaire », pas de commission de contrôle de la sincérité de ce sondage. Tous ces micmacs vont-ils convaincre les milieux populaires, qui ont tant souffert de 5 ans de macronisme, de mettre fin à leur grève des urnes ? Il est permis d'en douter

Pour Fabien Roussel, la gauche et les écologistes seraient mieux inspirés de faire des propositions concrètes pour le SMIC, les retraites, la réindustrialisation de la France, la transition énergétique, le bien-manger, la santé. C'est la condition indispensable pour que la gauche renoue avec le monde du travail et ait une chance d'accéder au 2ème tour de l'élection présidentielle

Débauchages, ralliements et prises de guerre

Chaque élection apporte son lot de retournements de vestes, de débauchages d'adversaires, les candidats exhibant fièrement au cours de leurs meetings les scalps de leurs « prises de guerre ». Cette élection présidentielle ne fait pas exception à la règle.

Il y a déjà eu le ralliement à Eric Zemmour du n°2 de Les Républicains, le rallié n'étant pas venu les mains vides puisqu'il a emmené avec lui le fichier des élus du parti de Valérie Pécresse. Dans la foulée, c'est Jérôme Rivière, le chef des eurodéputés du RN, l'avocat Gilbert Collard et Damien Rieu, porte-parole de Marine Le Pen, qui sont passés avec armes et bagages chez Zemmour. En sens inverse, c'est Robert Ménard, maire de Béziers et « grand ami » de Zemmour, qui vient d'annoncer son soutien à Marine Le Pen

La gauche n'échappe pas à ce jeu de chaises musicales politiques. Trois exemples parmi d'autres : Matthieu Orphelin, l'ancien porte-parole du candidat écologiste Yannick Jadot vient de passer du côté de la « Primaire Populaire » de Christiane Taubira, imité par Benoit Payan, le maire PS de Marseille, et par Ségolène Royal qui ont décidé de laisser tomber Anne Hidalgo, la candidate officielle du Parti Socialiste, Ségolène Royal se disant disponible si on venait la chercher...

Et la liste de ces « coups tordus » va certainement encore s'allonger d'ici à l'élection du mois d'avril…

FABIEN ROUSSEL

Fabien Roussel | Actus | Agir | Le programme | Faire un don | JE REJOINS

La France des Jours heureux

Programme • Élection présidentielle 2022

Précommandez le livre programme dès aujourd'hui

JE COMMANDE

Également disponible
Dans nos comités de campagne
En version web sur cette page
Gratuit en format PDF (9 Mo)
En version résumée (PDF 6 Mo)
Bientôt en version adaptée (FALC)

Parmi nos 180 propositions...

- ...MAINE DE VAIL À 32 ...EURES
- LA RETRAITE À 60 ANS À TAUX PLEIN
- AUGMENTATION DU SMIC À 1500€ NET PAR MOIS
- 850 € PAR MOIS POUR TOUS LES ÉTUDIANTS
- LE REPAS À 1€ DANS TOUTES LES CANTINES SCOLAIRES
- RÉTABLISSEM... ET TRIPLEME... DE L'ISF

Découvrez nos 180 propositions

Pour le retour des jours heureux

6 Objectifs
Pour l'humain et la planète d'abord

- Une révolution du travail
- La priorité aux biens communs
- La jeunesse, avenir de la France
- Un nouveau modèle de développement
- L'heure de la révolution féministe
- À la conquête de l'égalité réelle et de l'émancipation

3 Moyens
Pour reconstruire la France des jours heureux

- S'attaquer au coût du capital et à la dictature de la finance
- Rendre au peuple sa pleine souveraineté
- Agir pour transformer l'Europe de fond en comble

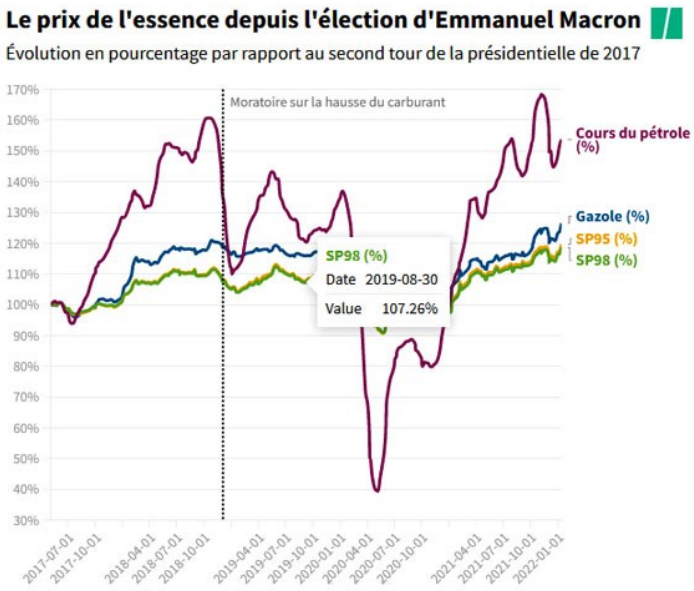
Fabien Roussel propose une baisse de 30 centimes du prix de l'essence

Face au refus du ministre de l'économie de sa proposition d'une baisse des taxes sur la carburant, Fabien Roussel s'est étonné que *« Bruno Le Maire dise que ce n'est pas possible ». « L'État, lui, peut gagner plus d'argent quand les prix montent ? Avec 60% de taxes sur le prix de l'essence, l'État gagne de l'argent. Il pourrait le donner aux Français »,* estime le député du Nord. *« Nous demandons, nous, la mise en place d'une taxe flottante le temps que le prix du baril baisse , ce qui permettrait une baisse* du prix de l'essence de trente centimes, une mesure temporaire évaluée à 15 milliards d'euros.

« Aller chercher l'argent chez les compagnies pétrolières »

Le candidat communiste à l'élection présidentielle estime aussi possible *« d'arrêter d'attaquer le pouvoir d'achat des Français et d'aller chercher l'argent chez Total qui a gagné plus 16 milliards d'euros de dividendes en deux ans ». « Une part de notre argent est parti là-bas, nous devons demander à ce que les compagnies pétrolières jouent le jeu et qu'elles participent à cette baisse des taxes du prix de l'essence »,* réclame le candidat du PCF

Fabien Roussel a aussi rappelé qu'il propose dans son programme *« une prime à la conversion de 10.000 euros pour que les propriétaires puissent acheter des véhicules propres. »* Fabien Roussel a également redit son désaccord avec le projet de Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon de sortir dès maintenant du nucléaire, pointant l'augmentation exorbitante du prix de l'électricité que cela entraînerait. *«lutter pour la qualité de l'air ne doit pas se faire en tapant sur les classes populaires ou moyennes »*



LÉGION D'HONNEUR
UNE CUVÉE SOUS LE SIGNE DES CADEAUX

Aucune promotion n'y échappe : que ce soit au 14 juillet ou au 1er janvier, les attributions de la Légion d'honneur comportent leurs lots de polémiques. Sur la liste paritaire des 547 personnalités distinguées en ce début d'année, figurent notamment quelques distinctions pour le moins incongrues. À commencer par Agnès Buzyn, l'ancienne ministre de la Santé qui avait démissionné en février 2020, à la veille de l'arrivée de la pandémie, pour briguer la mairie de Paris, en toute connaissance de cause. Elle avait elle-même précisé avoir alerté le gouvernement et déclaré : « Je savais que la vague du tsunami était devant nous. » Agnès Buzyn est d'ailleurs toujours mise en examen à ce propos par la Cour de justice de la République pour « mise en danger de la vie d'autrui », et placée sous le statut de témoin assisté dans une enquête pour « abstention volontaire de combattre un sinistre ».

Parmi les autres personnalités distinguées, on trouve également deux soutiens au chef de l'État : Gérard Collomb, ex-PS et pionnier de la Macronie, et le maire PS de Dijon, François Rebsamen. Pierre Gattaz, ancien président du Medef, et le patron de Free, Xavier Niel, lui aussi un proche du président, sont également récompensés pour services rendus.

La richesse créée par les entreprises, dopées d'argent public, ne sert ni l'investissement, ni même la sacro-sainte compétitivité, ni l'emploi... mais le seul festin des actionnaires.

MARTA NASCIMENTO / REA

Le gavage du CAC 40 met les entreprises au supplice

L'envolée de la Bourse met une pression inouïe sur les entreprises. Gâtés comme jamais, les actionnaires durcissent encore leurs exigences. Des milliards sont dépensés pour faire gonfler la rente.

Les records sont battus. Toutes les places financières se hissent vers des sommets jamais atteints. En dépassant les 7000 points (unité pour mesurer une variation de la valeur des actions des 40 entreprises cotées au CAC), la Bourse de Paris a brisé le plafond de verre. Avec 7193,16 points, le 10 janvier, l'indice boursier a été multiplié par 2 en dix ans, il a progressé de plus de 50 % en cinq ans et de 25 % en un an. Une folie des grandeurs qui n'est pas sans conséquence sur les entreprises. Car les actionnaires ont un insatiable appétit. Les dividendes versés ont franchi en 2021 les 52 milliards d'euros pour les entreprises de l'indice SBF 120. Dans le monde, selon l'étude « Janus Henderson Global Dividend Index », qui dégage chaque année les tendances en matière de dividendes, 90 % des entreprises ont augmenté ou maintenu leur niveau de dividendes en 2021. Si bien que le niveau de dividendes versés devrait atteindre 1200 milliards d'euros. Ainsi, à chaque poussée de fièvre sur les places financières, le niveau d'exigence des actionnaires progresse.

Pour faire grimper les cours, les entreprises, dont les trésoreries ont été gonflées par les aides publiques, multiplient

en outre les opérations capitalistiques. Sur les dix premiers mois de l'année, leur trésorerie a crû d'environ 21 milliards, pour atteindre 913 milliards d'euros, selon la Banque de France.

ENDETTEMENT, FONTE DES EFFECTIFS

Outre les dividendes, les apprentis sorciers disposent d'un autre « artifice » pour obtenir ce que les économistes appellent le « retour à l'actionnaire d'une entreprise ». L'opération consiste à racheter une quantité de ses propres actions pour ensuite les détruire, avec pour seule limite que celles-ci ne dépassent pas 10 % du capital de l'entreprise. L'effet est immédiat : en diminuant le nombre d'actions et en réduisant la part du capital, le bénéfice par action augmente automatiquement. Ainsi, il est fréquent que l'opération s'accompagne d'une hausse des cours des titres concernés.

Selon Natixis, en France, le rachat d'actions aurait coûté 16 milliards d'euros aux entreprises cotées de janvier à novembre. Si bien qu'en 2021 l'enveloppe devrait frôler les 20 milliards d'euros. Un record. Dans le monde, les entreprises ont dépensé plus de 1 300 milliards d'euros. Et 2022 semble poursuivre la tendance. Depuis le début de l'année, pas un jour ne passe sans que la presse financière fasse état d'un programme de rachat d'actions. Carrefour, L'Oréal, Vinci, BP, Société générale ou LVMH sont autant de noms de sociétés à y avoir recours.

Signe que, cette année, la pression financière s'est accentuée. ArcelorMittal vient de boucler son cinquième programme et devrait distribuer plus de 4 milliards d'euros à ses actionnaires (dividendes plus rachats d'actions) en 2021, selon les chiffres connus à ce jour. Or, depuis 2006, la CGT a comptabilisé que le groupe avait dépensé pas moins de 10,5 milliards d'euros en rachats d'actions et versé tout autant, 10,94 milliards d'euros de dividendes. Soit « en moyenne 1,33 milliard d'euros » par année versée. Une volonté de satisfaire qui a contraint le groupe à s'endetter en « 2007, 2008, 2010 et 2011 » pour maintenir la rente, rappelle le syndicat. Sur la même période, les effectifs du groupe ont fondu, passant en France, de 28 000 à 14 500 équivalents temps plein.

CHEZ ARCELORMITTAL

De plus, estime la CGT, une hausse générale des salaires en France de 5 %, en se basant sur la masse salariale d'ArcelorMittal France de 2019, « coûterait » au groupe 50 millions d'euros. Une bagatelle au vu des résultats du groupe qui, après un premier semestre à 5 milliards d'euros, devrait obtenir un résultat net en 2021 de 10 milliards d'euros. Un record. Pourtant, lors des négociations annuelles, la direction a tout juste cédé 2 % de hausse générale sur les salaires. Bien moins que l'inflation prévue, de 2,8 % en 2022.

Outre le partage de la valeur ajoutée entre actionnaires et salariés, qui penche clairement du côté des places boursières, l'autre conséquence de cette financiarisation dans l'entreprise est le manque d'investissement productif. Si ArcelorMittal a annoncé 10 milliards d'euros pour réduire de 35 % ses émissions de CO_2, le groupe compte sur un financement pour moitié via des fonds publics, dénonce le coordinateur CGT du groupe de sidérurgie, Philippe Verbeke. De plus, indique le syndicaliste, « sur nos sites, nous constatons de gros problèmes de fiabilité de nos outils de travail, qui fonctionnent en marche dégradée ». Et, en 2021, « nous constatons un taux d'accidents au travail important, avec 22 accidents mortels recensés cette année ». Triste record. ●

CLOTILDE MATHIEU
clotilde.mathieu@humanite.fr

+ 31,1 %

(dividendes inclus) le CAC 40 bat tous les records en 2021 et efface les pertes de 2020 (– 5,6 %).

22 %

La progression des dividendes mondiaux, au troisième trimestre 2021, selon le « Janus Henderson Global Dividend Index ».

2094

C'est, en milliards de dollars, le montant des dividendes versés en 2022, soit 18 % de plus qu'en 2019, selon l'étude du cabinet de recherche IHS Markit.

80 milliards

La somme, en euros, versée par les banques européennes à leurs actionnaires cette année, selon le gérant Axiom AI. Un record.

Les aspirations des classes populaires restent à gauche

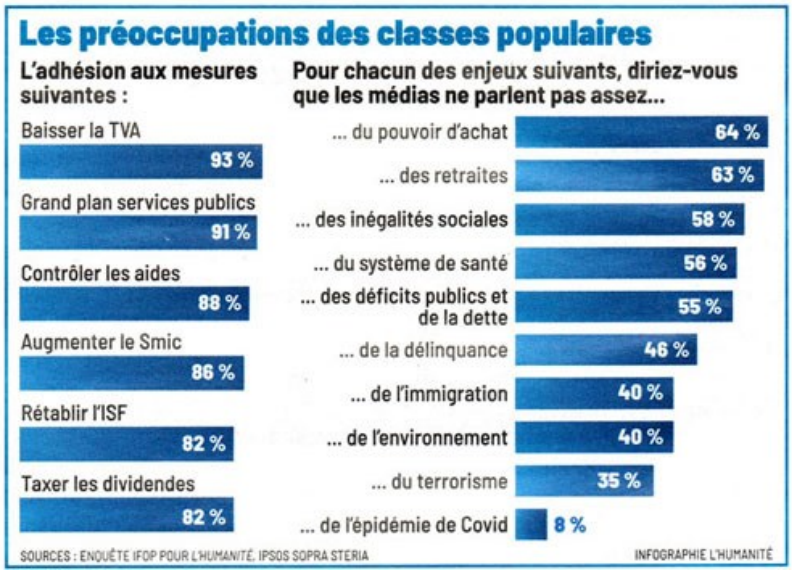
Les classes populaires se seraient droitisées ? Si la progression du Rassemblement National dans ces catégories est réelle, elle est à relativiser du fait de la très forte abstention qui reste le phénomène majoritaire dans cette partie de l'électorat.

Selon une enquête réalisée au printemps 2021 par l'IFOP pour « L'Humanité Dimanche », plus que la lutte contre l'immigration, ce sont des mesures sociales qui sont attendues. Parmi les classes populaires, ils sont 91 % à demander un grand plan pour les services publics, 86 % à vouloir l'augmentation du SMIC, 82 % à être favorables à la taxation des dividendes des actionnaires.

En septembre 2021, une étude d'Opinion Way montrait que chez les ouvriers, les employés, le pouvoir d'achat (52 %) et la protection sociale (42 %) arrivaient en tête des « enjeux qui compteront le plus au moment de voter »

Des mesures que seule la gauche, et plus particulièrement le PCF, mettent sur la table. Mais il reste à convaincre *« il y a eu une perte de confiance à l'égard de la gauche, le quinquennat Hollande y est pour beaucoup »*, analyse le sociologue Ugo Palheta. *« la gauche doit pouvoir porter un discours clair, avec des propositions ambitieuses, de rupture, pour regagner cette confiance. C'est aussi comme cela qu'elle pourra combattre la montée de l'extrême droite »*

Celle-ci a en effet su adapter son discours aux réelle aspirations des classes populaires, sans pour autant bouleverser le fond de son programme conservateur et l:ibéral, que Marine Le Pen met d'ailleurs davantage en avant qu'en 2017. Mais cette imposture sociale de l'extrême droite est loin de séduire la majorité des classes populaires, chez qui *« la colère, la défiance, le sentiment d'abandon se traduisent pour l'heure davantage par le retrait des urnes. »* analyse le politologue Florent Gougou. Une abstention qu'un projet émancipateur convaincant pourrait remobiliser



Zemmour condamné

Le rival de Marine Le Pen vient d'être à nouveau condamné pour provocation à la haine, pour ses propos sur les mineurs isolés étrangers, prononcés sur CNews : *« Ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont ».* Jean-Christophe Thiery de Bercegol du Moulin, le directeur de la publication de CNews a été condamné lui aussi, à 3000 € d'amende. Prochain rendez-vous de Zemmour avec la justice le 20 janvier, après ses propos sur Pétain qui « aurait sauvé les juifs français »

Zemmour et les handicapés

Le frère ennemi de Marine Le Pen s'est encore distingué en voulant exclure les handicapés de l'école

Le Pen et Zemmour en meeting le même jour

Les deux clones de l'extrême-droite se renvoient la balle. Les noms d'oiseaux fusent de part et d'autre :
« provocation », « minable et grotesque », « zéro idée, zéro originalité et zéro travail… Z finira avec zéro succès », « Y'a de la force chez Eric Zemmour. Ailleurs, c'est plutôt vide et fade ». Aaah, les braves gens…

Bolloré se défend de promouvoir Zemmour dans ses médias

Vincent Bolloré, le milliardaire PDG de Vivendi, propriétaire de la chaîne TV CNews, a été convoqué par les sénateurs le 19 janvier pour s'expliquer sur la concentration des médias et la publicité effrénée de CNews en faveur d'Eric Zemmour. Bolloré a eu beaucoup de mal à convaincre que *« faire des chaînes d'opinion, çà n'a pas d'intérêt »*

Revaloriser les salaires

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU
Économiste et syndicaliste

La gestion de la nouvelle vague de la pandémie occupe tous les esprits. Elle ne saurait pourtant faire oublier la question du pouvoir d'achat. La hausse des prix sera-t-elle provisoire ? Les derniers chiffres disponibles de l'indice des prix – + 2,8 % sur un an – expliquent pourquoi salaires et pouvoir d'achat sont revenus au premier rang des préoccupations des salariés, mais aussi de certains économistes qui considèrent que l'austérité salariale nourrit les profits et non la croissance.

Une augmentation des salaires répondrait d'abord à une exigence sociale. Plus de la moitié des salariés français gagnent moins de 1 500 euros par mois, ce qui, chacun en conviendra, est insuffisant pour vivre correctement. Ajoutons à cela le fait que les pensions étant sous-indexées depuis vingt ans, une vie de travail au Smic ne procure qu'une retraite minimaliste de 900 euros par mois. L'augmentation générale des salaires correspondrait aussi à une nécessité économique. Le salaire, principal garant des débouchés aux productions, est le moteur d'une croissance nationale qui fait défaut.

L'austérité salariale a été le maître mot d'une pensée libérale dominante pendant près d'un quart de siècle. Elle a littéralement façonné nos économies. Elle fut, comme le souligne le chef économiste de la banque Natexis (1), « la clé de voûte d'une politique économique à la japonaise », faite d'un effacement de l'inflation et du maintien de taux d'intérêt bas qui ont garanti artificiellement la solvabilité des États, la rentabilité des entreprises et la valorisation des patrimoines.

L'augmentation sur la feuille de paie n'est pas la cause de l'inflation, n'en déplaise au président du Medef pour qui « hausse des salaires dit hausse des prix » (2). La cause de l'inflation est à rechercher du côté de l'explosion de la valeur des actifs financiers, actions, obligations, immobilier. Remettre de l'ordre et de la justice dans les grilles de rémunérations serait une manière de favoriser une production efficace. Un partage plus favorable aux salariés de la valeur ajoutée exige que le pouvoir d'achat augmente sur le long terme au même rythme que la productivité. Cela n'a pas été le cas en Europe ces dix dernières années. Le pouvoir d'achat du salaire moyen par tête a perdu 5 points par rapport à l'évolution de la productivité, sans parler des années antérieures. Il y a donc plus « qu'une marge de progression ».

Cette perte de pouvoir d'achat moyen ne traduit pas seulement l'effet de l'austérité. Elle est aussi l'expression de la déformation structurelle de l'économie au détriment de l'industrie et en faveur des services. Chaque emploi perdu dans l'industrie et « remplacé » par un emploi de service se traduit par un recul moyen de la rémunération de 20 %.

Que certaines entreprises rencontrent des difficultés financières, nul ne le conteste. Elles ne croulent pas majoritairement sous le poids des salaires, mais ont du mal à financer leur développement et à trouver des débouchés. Au lieu de leur octroyer des allégements de cotisations sociales, ne pourrait-on pas les aider à financer leurs investissements par des crédits à bas taux, ce qui laisserait des possibilités d'augmentation des rémunérations ?

Augmenter les salaires ne contrarie nullement l'emploi, à condition de réduire le coût du capital. Tel est l'enjeu de la bataille pour défendre le pouvoir d'achat des salaires et des retraites. ★

Chaque emploi perdu dans l'industrie et «remplacé» par un emploi de service se traduit par un recul de la rémunération de 20 %.

(1) Patrick Artus, « 40 ans d'austérité salariale, comment en sortir ? »

(2) Roux de Bézieux, « le Télégramme », 18 décembre 2021.

Évasion fiscale, réchauffement climatique
👉 On compte bien en faire tout un fromage !
💡 Nos solutions pour relever l'enjeu climatique : https://www.fabienroussel2022.fr/relever_l_enjeu_climatique

Retraites, santé, précarité
👉 La coupe est pleine !
💡 Nos solutions pour la santé : https://www.fabienroussel2022.fr/la_sante_notre_bien_commun

Salaires, pouvoir d'achat
👉 On va défendre notre Bifteck
💡 Nos solutions : https://www.fabienroussel2022.fr/nos_solutions_pour_l_emploi_et_le_pouvoir_d_achat

Pour reconstruire un espoir en France

☐ **JE REJOINS** le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance

Sexe ☐ ☐

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de **recevoir l'Humanité** pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI ☐

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à http://www.pcf-fecamp.fr

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Prenons soin de la France

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook de Fabien Roussel, candidat à l'élection présidentielle :

Cliquez ici